

On s'abonne au bureau  
des affaires européennes.  
Prix 52 fr. PAR AN.  
Payable par trimestre et  
à l'avance.

# LE MESSAGER DE TAHITI.

ANNONCES : 1 fr. la ligne,  
caractère 9 points (pr. rom.)  
AU COMPTANT.  
S'adresser au bureau des  
affaires européennes.

## PARTIE OFFICIELLE.

Papeete, le 30 Mai 1857.

M. le Commissaire Impérial p. i. est arrivé à Papeete, samedi 28 mai, du retour de sa tournée d'inspection dans les districts de Tahiti.

Le Commandant Particulier, Commissaire Impérial p. i. aux lies de la Société.  
Vu la circulaire ministérielle du 28 janvier 1857, n° 13, Inspecteur, direction des colonies, Bureau des finances et approvisionnement.

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 28 avril 1843.  
Sur le rapport de l'ordonneur.

Article 1<sup>er</sup>. Le décret Impérial du 17 janvier 1857, rendant exécutoire aux colonies, la loi du 6 mai 1832, relative à la délimitation et à la refonte des anciennes monnaies de cuivre, est promulgué dans les établissements français de l'Océanie.

Article 2. L'ordonneur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au journal et au bulletin officiels de la colonie.

Papeete, le 30 Mai 1857.  
C<sup>te</sup> POUGET.

Par le Commissaire Impérial p. i.  
L'Ordonneur,  
Robert de Rougemont.

Decret du 17 janvier 1857.

Napoléon.

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, empereur des Français : A tous, présents et à venir, salut.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies, et de l'avis de notre ministre secrétaire d'état au département des finances.

Nous, article 6, R. et 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854, qui règle de la constitution des colonies, avons décrété et décrétons ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup>. La loi du 6 mai 1832 relative à la refonte des monnaies de cuivre, sera promulguée dans les colonies.

Article 2. Les anciennes monnaies de cuivre cessent d'y avoir cours légal et forcé à l'expiration du second mois qui suivra la promulgation de cette loi.

Jusqu'aux époques qui seront ainsi fixées, les monnaies seront reçues en paiements des droits et des contributions publiques, ou échanges successivement contre d'autres espèces sans causers et suivant le mode et les proportions déterminés par l'administration.

Article 3. Nos ministres Secrétaire d'état aux départements des Finances et de la Marine et des colonies, sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 17 janvier 1857  
Signé : Napoléon.

Par l'Empereur

Le ministre secrétaire d'état des finances : L'administrateur L'état des finances et des colonies : Signé : Magné Signé : Hanclon

Le Gouverneur d'état, Directeur des colonies : Signé : Mastio

## AVIS.

Les monnaies de cuivre démonétisées aux colonies, par le décret impérial du 17 janvier 1857, sont :

Les pièces d'un franc et de deux francs.

Les pièces d'un sou et de deux sous.

Les pièces d'un sou et de deux centimes.

Sont conservées dans la circulation, les pièces de 5 et de 10 centimes qui ont été frappées spécialement pour les colonies, et dont nous la description.

Eligée de Louis Philippe 1<sup>er</sup>, tournée à gauche.

Titre : Légende : Louis Philippe 1<sup>er</sup>, Roi des Français.

Une couronne d'olivier au centre de laquelle est inscrite le chiffre de la pièce.

Revers : En exergue : Calvados français. La lettre monétaire A et le millésime de la fabrication.

Présent deux mois à partir de ce jour, les pièces démonétisées seront reçues par M. le Trésorier payeur des Établissements, à Papeete, en échange de monnaies d'or et d'argent, ou en paiement de sommes dues à la caisse coloniale.

Papeete, le 31 Mai 1857.

L'Ordonneur

Robert de Rougemont.

Le Commandant Particulier, Commissaire Impérial p. i. aux lies de la Société.

Au la demande présentée par M. Butteaud, chirurgien de 3<sup>e</sup> classe de la marine, aujourd'hui pharmacien civil à Papeete, à l'effet de fonder un établissement pour recevoir et traiter les étrangers malades ;

Considérant que cet ancien officier de santé a suivi la pratique des hôpitaux militaires ou a navigué sur les vaisseaux de l'État en qualité de chirurgien-major, pendant une longue carrière, et que ses services peuvent être considérés comme des garanties suffisantes de son expérience et de son instruction ;

Y a d'être la décision de M. le Gouverneur du Journal, en date du 20 février 1856, laquelle porte que M. Butteaud, remplacé à bord du bateau à vapeur le Duc, sera détaché de ce bâtiment, pour exercer à terre, à Papeete, la médecine civile ;

Sur la demande de plusieurs habitants n. tables, Le conseil d'administration a décidé :

ARRÊTE :

M. Butteaud, (français-marin), est-chirurgien entre-tenu de la marine, pharmacien civil à Papeete, est autorisé à établir une maison de santé et à la diriger comme médecin et chirurgien.

Papeete, le 30 Mai 1857.  
C<sup>te</sup> POUGET.

## OUVERTURE DE LA SESSION LEGISLATIVE.

nosseurs ou à l'avenir.

« Mesieurs les sénateurs,  
« Messieurs les députés,

« L'année dernière, mon discours d'ouverture se terminait par une invocation à la piété des législateurs, je demandais de guérir nos efforts dans le sens le plus conforme aux intérêts de l'humanité et de la civilisation ; cette prière semble avoir été entendue.

« La paix a été signée, et la Belgique, de détail qu'étaient l'ensemble du traité de Paris, ont fini par être honnêtement satisfaits.

« Le conflit engagé entre le roi de Prusse et la Confédération helvétique qui a perdu tout caractère belliqueux, et si nous est parvenu à régler bientôt une solution favorable.

« L'entente établie entre les trois puissances protectrices de la Grèce rend désormais inutile la prolongation de séjour des troupes anglaises, françaises et turques.

« Enfin, descendant regrettablement à la suite des affaires de Naples, il faut encore l'implorer à ce sujet qui anime également le gouvernement de la Trinité Victorienne le mieux d'agir partout en faveur de l'humanité et de la civilisation.

Aujourd'hui, que la meilleure intelligence règne entre toutes les grandes puissances, nous devons travailler sérieusement à régler et à dénouer à l'intérieur les forces et les liens de la nation. Nous devons organiser les forces dont nous n'est pas exempte une société qui progresse.

« La civilisation, quoiqu'elle ait pour elle l'indépendance morale et le libre-échange matériel du plus grand nombre, marche, il faut le reconnaître, comme une arène, ses victoires ne s'obtiennent pas sans sacrifices et sans victimes ; ces voies rapides, qui facilitent les communications, ont ouvert au regard de nouvelles routes, dépassent les frontières et répètent en arrière les courtes qui en ont encore prévues, ces machines si utiles, qui ont effacé le travail de l'homme, le remplacent d'abord et laissent momentanément bien des bras inoccupés ; ces mines qui répètent dans le monde une quantité de numéraire incertain jusqu'ici, est accroissement de la fortune publique qui dissipe la consommation, tendent à faire varier et à baisser la valeur de toutes choses ; cette source inépuisable de richesses qu'on nomme crédit enfante des merveilles, et cependant l'exploitation de la question éternelle bien des rêves indolents. De là, le progrès, sans arrêt, le progrès, de venir en aide à ceux qui ne peuvent suivre sa marche accélérée.

Il faut stimuler les uns, modérer les autres, stimuler l'activité de cette société humaine, l'impulsion, l'expansion, en France, autour du gouvernement, et à laquelle cependant il doit opposer les bornes du possible et les calculs de la raison.

« Éclairer et diriger, voilà notre devoir. Le pays pratique, il faut le convaincre, car, malgré la guerre et la paix, le mouvement des progrès ne s'est pas ralenti. Le produit des budgets, qui est le signe certain de la richesse publique, a dépassé en 1856 de plus de 50 millions le chiffre de 1855, et l'exceptionnel de 1857. Depuis le rétablissement de l'Empire, ces revenus se sont accrus d'autant moins de 210 millions, abstraction faite des impôts nouveaux. Néanmoins il y a une grande souffrance dans une partie du peuple, et c'est que la Providence se nous exerce pas sans bonne raison, les millions donnés par la charité privée et par le gouvernement ne seront plus que de faibles palliatifs.

« Redoublons d'efforts pour porter remède à des maux au d'eux de la prévoyance humaine.

« Nous devons nous voir si nous atteints cette année par le fléau de l'inégalité. Tout ne fait espérer que la science parviendra à dompter la nature. Je tiens à honorer qu'en France les fleuves, comme la révolution, rentrent dans leur lit, et qu'il n'est plus possible de les contenir.

« Une cause de malaise non moins grave réside dans les esprits. Lorsqu'une crise survient, il n'est sorti de fables bruits ou de fausses doctrines, que l'ignorance ou la malveillance ne propagent. On se laisse persuader d'ordinaire à l'ignorance nationale, comme si le gouvernement pouvait vouloir autre chose que son développement et sa prospérité.

« Mais le devoir des bons citoyens est de répandre partout les saines doctrines de l'économie politique, et de s'efforcer de fortifier ces cœurs vaillants qui, au premier souffle, se font de la mauvaise fortune, mais au moindre temps d'arrêt de la prospérité, s'efforcent de la prospérité et augmentent le malaise par leurs alarmes imaginaires.

« En présence des exigences diverses de la situation, j'ai résolu de réduire les dépenses sans sacrifier les grands travaux, sans compromettre les richesses acquises, de diminuer certaines dépenses sans porter atteinte aux bases de l'État.

« Le budget de 1858 vous sera présenté en équilibre, toutes les dépenses prévues y ont été portées.

« Le produit des emprunts suffira pour solder les frais de la guerre.

« Tous les services pourront être assurés sans que nous ayons besoin de recourir de nouveau au crédit public.

« Les budgets de la guerre et de la marine, et des dépenses de justice, de l'enseignement, de la conservation des cadavres, à respecter les grades si glorieusement gagnés, et à maintenir une force militaire digne de la grandeur du pays. C'est dans cette pensée que le contingent annuel à 400 francs, est resté tel, en chiffre et de vingt millions, au-dessus des appels ordinaires en temps de paix ;

